

L'équipe technique de RESACCOOP et les membres du conseil d'administration vous présentent leurs **meilleurs vœux pour l'année 2018 !**
Nous débutons cette année avec une Lettre sur le thème de l'eau et de l'assainissement dans le cadre de notre partenariat avec l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.

L'eau, agir ici et là-bas



ÉDITO

L'eau dans les projets de coopération revêt différents enjeux. Si le plus évident est de garantir l'accès à l'eau au plus grand nombre, à travers la construction de forages, la réalisation d'extensions de réseau, d'autres apparaissent aujourd'hui essentiels. Il s'agit notamment de la qualité et du prix de l'eau.

Permettre l'accès à l'eau est primordial mais encore faut-il que celle-ci soit de bonne qualité et accessible aux ménages les plus modestes. C'est ce que porte l'objectif 6 des ODD (Objectifs de développement durable) qui ambitionne pour 2030 un accès universel, équitable et durable à une eau potable et à un prix abordable pour les populations.

C'est pourquoi, au-delà des équipements hydrauliques pour lesquels les politiques publiques prennent de plus en plus le relais, il s'agit d'investir les champs de la qualité bactériologique de l'eau, de la maîtrise des coûts de production et de la durabilité de la ressource.

Développer la connaissance de la qualité bactériologique des eaux permet de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires à l'amélioration du service de l'eau auprès des populations (conception, maintenance et entretien des équipements, traitement lorsque cela est nécessaire). S'il est parfois difficile de s'appuyer sur les services locaux d'analyse de l'eau, notamment dans des régions enclavées, l'objectif est alors de renforcer leurs compétences pour en faire des acteurs de l'eau à part entière.

Pour la réduction des coûts, les objectifs sont à la fois sociaux, économiques et environnementaux. Réduire le prix de l'eau, c'est améliorer l'accès pour les plus démunis et permettre le développement d'activités économiques liées à l'eau. Ainsi, l'hybridation énergétique du pompage (photovoltaïque - thermique) est en parfaite adéquation avec l'ambition d'avoir un tarif de l'eau soutenable en milieu rural. Les enjeux sont importants et accompagneront les forages ruraux à jouer pleinement leurs fonctions vitales (eau potable, disponible et accessible) et économiques (élevage, agriculture irriguée par exemple). Grâce à la création de richesse par l'entrepreneuriat agricole, la dimension économique de l'eau prend tout son sens.

Accessibilité, qualité, développement, sans oublier durabilité de la ressource, tels pourraient être les mots d'ordre d'une coopération efficace dans le domaine de l'eau ! ■

Hélène MILLET
Directrice de l'association ADOS
www.ados-association.org

PAROLES D'ACTEURS

Un besoin vital pour les populations

Chaque année 2,6 millions de personnes meurent d'un manque d'accès à l'eau potable, soit 1 toutes les 12 secondes... Chacun le sait, l'accès à l'eau relève d'un besoin vital pour les individus, les populations. C'est souvent lorsque l'eau vient à manquer que nous en prenons pleinement conscience... Or, les conditions d'accès à l'eau ne sont pas identiques pour tous sur notre planète. Changement climatique, stress hydrique, pollution, conflit armé... Une personne sur quatre n'a pas encore accès à une eau de qualité.

Comme une image d'Épinal, nous avons tous en tête ces visions de femmes et d'enfants, dévolus aux corvées d'eau et devant souvent parcourir plusieurs kilomètres pour accéder à la précieuse ressource. Souhaiter mobiliser des compétences pour remédier à ces situations constitue un objectif louable. Il sera toutefois impossible de concevoir un résultat durable à ce projet si on ne le considère qu'à travers le prisme de l'accès à l'eau.

- Le développement de l'assainissement constitue la première protection pour garantir la qualité des ressources que l'on souhaite mobiliser. Un tiers de l'humanité ne dispose pas de toilettes décentes.
- L'éducation aux règles d'hygiène permet dans tous les cas de lutter contre les maladies hydriques.

Sur ce constat, les Nations unies, ont construit le 6^{ème} des 17 Objectifs du Développement Durable : Proposer à tous d'avoir accès à une eau abordable et de bonne qualité. C'est dans ce contexte que les Agences de l'eau, dont l'Agence Rhône Méditerranée Corse, se mobilisent vers l'action internationale sur l'eau et l'assainissement. Depuis 2005, la loi Oudin-Santini leur permet de consacrer 1 % de leur budget au soutien de projets de ce type.

Les Agences de l'eau contribuent directement au développement de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), en tissant des liens privilégiés avec les États, les organismes des bassins transfrontaliers.

Leur action institutionnelle favorise le développement de la gouvernance publique de l'eau. Les Agences de l'eau financent des programmes d'accès à l'eau et à l'assainissement élaborés par les collectivités territoriales de leur bassin et cofinancent aussi avec ces dernières, des actions de solidarité internationale où des associations et des ONG assurent la réalisation d'équipements, la formation des usagers, la tarification des services de l'eau...

Dans tous les cas, l'intervention financière des Agences produit un effet levier qui permet pour chaque projet, de gagner en intensité et en durabilité. En 2017, l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse a soutenu 83 projets touchant 1.5 millions de personnes, répartis dans 25 pays. Elle a mobilisé l'intégralité de ses possibilités soit 5 millions d'euros... Une petite goutte d'eau dans un océan de besoins. Mais une goutte d'eau qui contribue sûrement à rendre notre planète plus vivable. ■



Rémi Tournon
Chargé de mission programme
& coopération internationale
Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

AU PLAN RÉGIONAL

Ville de Grenoble

Ouagadougou désormais « Ville créative » de l'Unesco

C'est dans le cadre de leurs accords de coopération décentralisée que la Ville de Grenoble a accompagné la Ville de Ouagadougou (Burkina Faso), en collaboration avec l'ONG Culture & Développement, à rentrer dans le réseau des villes créatives de l'Unesco, dans la catégorie « Artisanat et arts populaires » le 31 octobre 2017. En effet, l'artisanat et l'art font partie de l'identité de cette ville, que ce soit pour ses sculptures de bronze, le travail du cuir, ses poteries et autres tissages. L'obtention de ce label va permettre à la capitale Burkinabè de réaliser de nouvelles infrastructures socio-culturelles, de proposer davantage de formations et de renforcer les capacités des acteurs du domaine culturel. L'accès de ces acteurs à de nouvelles compétences sera notamment permis grâce à la réalisation d'ateliers internationaux sur le triptyque « Culture, Environnement et Urbanisme », ainsi que l'organisation d'une biennale du bronze et du design.

Le Réseau des villes créatives de l'Unesco, créé en 2004, vise à promouvoir la coopération, non seulement avec les villes en leur apportant un soutien financier, mais également entre les villes membres de ce réseau. ■

Département de l'Allier

30 ans de partenariat avec le Cercle de Niafunké

Le Département de l'Allier célèbre en 2018 les 30 ans de partenariat avec le Cercle de Niafunké. Cette collectivité territoriale (équivalent administratif d'un département français) se trouve au Nord-Est du Mali, dans la région de Tombouctou, à 800 km de Bamako, la capitale. L'année dernière, le Département de l'Allier a obtenu un cofinancement du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères sur l'appel à projet généraliste 2017. Celui-ci concerne 5 actions du « projet global d'appui à la formation des acteurs locaux du Cercle de Niafunké » dont une formation de techniciens à la fabrication/entretien/logistique de fontaines à eau à filtre à sable « bio filtres ». De manière générale, le programme de coopération mis en place par le Comité de

Jumelage Allier Niafunké comporte plusieurs axes : la santé (dont la mise en œuvre d'actions sanitaires en lien avec l'association SMARA), l'éducation (achat de fournitures et mobiliers scolaires), l'agriculture (achat de semences, remise en route des périmètres irrigués) et l'aide aux femmes (maraîchage, savonnerie et fabrique de grillage, micro-crédits). Depuis plusieurs années, le classement en zone rouge sécuritaire du Cercle de Niafunké rend impossible tout envoi de missions de l'Allier. La coopération se poursuit cependant, notamment avec le soutien de la reprise économique à l'échelle du Cercle de Niafunké à travers la remise en fonctionnement de l'atelier bois-métal de la zone artisanale de Niafunké. L'anniversaire de cette coopération devrait être commémoré lors d'un évènement en juin en présence d'une délégation de partenaires maliens. ■

Ville de Bourg-en-Bresse

Coopération avec Boromo

Dans le cadre du dispositif « 1% eau » de la loi Oudin, la Ville de Bourg-en-Bresse s'est engagée depuis 2009 dans des projets d'eau et d'assainissement au Maroc, au Burkina Faso et au Laos, via le financement d'associations de solidarité internationale. Souhaitant aller plus loin dans sa dynamique de coopération décentralisée en créant un partenariat direct avec une commune du « Sud », la Ville de Bourg-en-Bresse a sollicité l'appui de RESACOOOP. En lien et en continuité avec les missions menées par l'association Eau Vive, la Ville de Bourg-en-Bresse a ainsi choisi de construire un projet d'eau et d'assainissement avec la commune de Boromo localisée dans la région de la Boucle du Mouhoun au Burkina Faso. Le conseil municipal de Bourg-en-Bresse de décembre 2017 vient d'officialiser cet engagement qui s'étalera dans un premier temps jusqu'en 2020. Concrètement, ce projet d'accès à l'eau et à l'assainissement met l'accent sur le renforcement des compétences techniques avec un appui des acteurs concernés sur place par Eau Vive. Des missions de rencontres entre les deux communes auront lieu en 2018. Enfin, des actions d'information et de sensibilisation pour les habitants de Bourg-en-Bresse sont prévues, notamment dans le cadre du Festival des Solidarités. ■

FORMATIONS

Anciela

Formation destinée aux professionnels et responsables associatifs :

- Donner envie d'agir sur les enjeux écologiques - le 12 mars à Lyon (69)

Formation des volontaires en service civique

- Lancer une initiative écologique et solidaire - le 13 mars, le 1^{er} juin à Lyon (69)

Contact : Tél. 09 72 38 60 50 - Lyon (69)

www.anciela.info

Accointance

- Se lancer dans la collecte de dons auprès de donateurs individuels - le 4 avril à Villeurbanne (69)

- Définir l'image de marque de sa structure, la présenter aisément - le 20 mars à Villeurbanne (69)

- Se lancer dans le mécénat financier et de compétences - le 24 avril à Lyon (69)

Contact : Tél. 06 83 41 54 10 - Villeurbanne (69)
www.accointance.fr

CIEDEL

Centre international d'études pour le développement local

- La capitalisation de ses expériences - du 23 au 27 avril à Lyon (69)
- Management en situation interculturelle - les 1^{er} et 2 février à Lyon (69)
- Le suivi et l'évaluation d'une action, d'une politique publique, d'une relation partenariale du 19 février au 15 mars à Lyon (69)
- La formation des formateurs - les 29 et 30 mars à Lyon (69)
- Comprendre son territoire : diagnostic des acteurs et de leurs stratégies - les 13 avril et 18 mai à Lyon (69)
- Relations de coopération et effets pour son territoire / pour son organisation - les 14 et 15 avril à Lyon (69)
- L'innovation sociale et territoriale - les 4 mai et 8 juin à Lyon (69)

D'autres formations sur www.ciedel.org
Contact : Tél. 04 72 77 87 50 - Lyon (69)

Cité de la Solidarité Internationale

- Zooms métiers avec l'Institut Bioforce - le 8 février et le 22 mai à Annemasse (74)

Contact : Tél. 04 50 87 09 87 - Annemasse (74)
www.cite-solidarite.fr

Forum réfugiés - Cosi

- Accompagnement juridique des demandeurs d'asile (Module 1/ Les fondamentaux) - les 6 et 7 mars à Lyon (69) et les 3 et 4 mai à Clermont-Ferrand (63)
- Accompagnement juridique des demandeurs d'asile (Module 2/La procédure OFPRA) - les 15 et 16 mai à Lyon (69)
- Les fondamentaux du droit des étrangers - les 5 et 6 juin à Lyon

Contact : Tél. 04 78 03 74 45 - Villeurbanne (69)
www.forumrefugiés.org

NATIONAL

Ville de Clermont-Ferrand

Retour sur les 1^{ères} Rencontres du Réseau international des villes Michelin

Les 1^{ères} Rencontres du Réseau international des villes Michelin ont eu lieu en novembre et décembre derniers à Clermont-Ferrand. Après 3 jours d'échanges, Olivier Bianchi, maire de Clermont-Ferrand et président de Clermont Auvergne Métropole, a annoncé le calendrier et un programme de travail pour le Réseau international des villes Michelin. Deux villes (l'une en Espagne, l'autre au Brésil) ont proposé leur candidature pour organiser et accueillir la prochaine édition des Rencontres en 2019. En faits et chiffres, les Rencontres, ce sont pour l'édition 2017 : 40 villes (d'Europe, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique), 23 pays, 400 congressistes français et étrangers, 35 initiatives « Ville Durable » partagées, 9 thèmes explorés, 2 ans de travail de la Ville de Clermont-Ferrand pour transformer une belle idée en un réseau concret de décideurs publics à l'échelle planétaire. ■

La plateforme Web www.inmc21.com sera gérée et hébergée par la Ville de Clermont-Ferrand en partenariat avec la prochaine ville hôte.



Crédit photo : © Direction de la Communication Ville de Clermont-Ferrand

Action extérieure des collectivités territoriales

Nomination de Christine Moro

Christine Moro, ministre plénipotentiaire de première classe, a été nommée ambassadeur pour l'action extérieure des collectivités territoriales, en octobre dernier. Madame Moro prend ainsi la tête de la délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) au sein de la direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international (DGM) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). À ce titre, elle occupera également la fonction de secrétaire générale de la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD). ■

INTERNATIONAL

COP23 et ODD

Les 9 et 10 octobre à Paris

En novembre dernier s'est tenue la COP23 à Bonn, en Allemagne, sous la présidence des îles Fidji. À cette occasion l'initiative «Water for Africa» («De l'eau pour l'Afrique») a été présentée. Lancé au Maroc en juillet 2016 lors de la COP22, le plan d'action «Water for Africa», notamment soutenu par le Conseil mondial de l'eau, a pour objectif de fédérer les projets en lien avec l'eau pour faciliter leur accès aux financements climatiques et de développer des synergies entre les initiatives régionales dans le secteur de l'eau, afin de maximiser leur impact et d'optimiser les interventions des acteurs africains. Rappelons que depuis 2015, les Objectifs de développement durable (ODD) ont été élaborés par les États membres des Nations unies en vue de relever les défis urgents auxquels notre monde est confronté sur le plan écologique, politique et économique. Parmi eux, l'objectif 6 vise à « Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau ». ■

Plus d'informations sur www.undp.org - Pour télécharger la présentation de « Water For Africa » : http://www.worldwatercouncil.org/sites/default/files/Thematics/Water_for_africa_2017_FR.pdf

Groupe URD

- COMPAS Qualité et Redevabilité : Mettre en œuvre la Norme Humanitaire Fondamentale dans les projets d'aide internationale - du 26 au 28 février 2018 à Paris (75)
- Évaluation de la qualité de l'action humanitaire - du 23 au 27 avril à Plaisians (26)

Contact : Tél. 04 75 28 29 35 Plaisians (26)
urd@urd.org

Humacoop

- Gestion financière des projets de solidarité internationale - du 6 au 8 février à Grenoble (38)
- Gestion de projet humanitaire - du 26 au 30 mars à Grenoble (38)

Contact : Tél. 04 76 51 11 06 - Grenoble (38)
www.humacoop.org

Institut Bioforce

- Enjeux et contexte des interventions humanitaires - du 3 au 17 avril à Lyon (69)
- Eau, Hygiène et Assainissement humanitaire : compétences techniques essentielles - du 22 mai au 22 juin à Lyon (69)

- Essentiels du management d'un projet humanitaire - du 18 avril au 17 mai à Lyon (69)
- Gestion financière d'un projet humanitaire - du 4 au 8 juin à Lyon (69)
- Coordinateur de projet : compétences techniques essentielles - du 22 mai au 22 juin à Lyon (69)
- Projets Protection de l'enfance en situation d'urgence : compétences techniques essentielles - du 22 mai au 22 juin à Lyon (69)
- Humanitarian project design and management - du 7 juin au 6 juillet en e-learning

D'autres formations sur www.institutbioforce.fr
Contact : info@institutbioforce.fr - Vénissieux (69)

Métropole de Lyon

Ces formations s'adressent aux responsables associatifs bénévoles des associations dont le siège est situé sur le territoire de la Métropole.

- Découvrir et s'initier à la comptabilité des associations - les 12, 13 et 15 mars à Lyon (69)
- La fiscalité des associations - les 26, 27 février et 1^{er} mars à Lyon (69)
- L'association employeur - les 23, 24 et 26 avril à Lyon (69)

- Définir une stratégie de communication pour développer l'association - les 3, 4 et 5 avril à Lyon (69)
- Le management d'une équipe de bénévoles - les 26, 27 et 29 mars à Lyon (69)
- Mécénat, parrainage, collecte financement - les 1^{er}, 6 et 8 février à Lyon (69)

Contact Secrétariat/formation de la Vie Associative : Tél. 04 26 83 94 84
servicevieassociative@grandlyon.com
www.grandlyon.com

SCD

Service de coopération au développement

- Construire son projet d'engagement - les 19 et 20 mars à Lyon (69)
- Vivre autrement ici et ailleurs - du 5 au 9 février et du 16 au 20 avril à Limonest (69)
- Week-end de retour - du 2 au 5 mars à Limonest (69) et du 1^{er} au 4 juin à Paris (75)

Contact : Tél. 04 72 66 87 20 - Lyon (69)
florie.kebe@scd.asso.fr

Appel à projets généraliste 2018 / MEAE

La délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères annonce l'ouverture de l'appel à projets généraliste 2018 en faveur de la coopération décentralisée. Les thématiques prioritaires sont : climat, environnement ; inclusion économique et sociale ; gouvernance et services publics locaux ; culture, patrimoine et tourisme ; promotion de la francophonie dans les politiques publiques locales ; appui à la formation de l'encadrement territorial ; coopération transfrontalière ; attractivité des territoires et internationalisation des entreprises. ■

Les collectivités territoriales françaises sont invitées à déposer leur projet, qui devra être d'une durée d'une année, avant le 28 février 2018 à l'adresse suivante : www.cncd.fr

Appel à projets « Jeunesse IV » en soutien à la coopération décentralisée / MEAE

Pour la quatrième année consécutive, le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) lance un appel à projets « Jeunesse ». Son objectif ? Soutenir les partenariats de coopération décentralisée impliquant les jeunes de leurs territoires dans leurs projets, dans le cadre du volontariat ou de leur cursus de formation professionnelle. Outre la mobilité, gage d'ouverture sur le monde et d'apprentissage pour les jeunes et de rayonnement international pour les territoires, cet appel à projets soutiendra les projets de création et/ou de renforcement de l'offre de formation professionnelle sur les territoires. Cette année, le cofinancement du MEAE pourra s'élever jusqu'à 50 % du coût total du projet si le projet prend en compte les critères suivants : mutualisation entre plusieurs collectivités territoriales françaises ; implication de jeunes ayant moins d'opportunités dans le projet ; impact réel du projet en faveur de l'égalité femmes-hommes. ■

Date limite de dépôt des dossiers : 30 mars 2018.

Plus d'informations sur www.diplomatie.gouv.fr

Une séance d'information sur cet appel à projet est organisée par RESACOOP le jeudi 8 février de 9h30 à 12h30 à Lyon.

Plus d'informations sur www.resacoop.org.

Ficol / Agence française de développement

L'Agence française de développement (AFD) a mis en place des financements à destination des collectivités françaises pour accompagner, notamment en expertise technique, les pays en développement. Une nouvelle étape a été franchie en 2014, avec la création de la Facilité de financement des collectivités territoriales françaises (FICOL). Cet outil permet à l'AFD de financer directement des projets, qui sont initiés, puis mis en œuvre par les collectivités territoriales françaises. La FICOL s'inscrit dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD), des engagements de la France en matière de lutte contre le changement climatique et des orientations de la politique de développement et de solidarité internationale de la France. ■

En 2018, trois dates limites de dépôts des lettres d'intention sont proposées : 28 février, 30 avril et 15 octobre.

Catherine Simo simoc@afd.fr

Plus d'informations sur www.afd.fr/fr/la-ficol-un-tremplin-pour-laction-exterieure-des-territoires-francais

Agence des Micro Projets

L'Agence co-finance des microprojets de solidarité internationale visant à améliorer les conditions de vie des populations vulnérables à hauteur de 600 000 euros par an. Ce financement concerne les associations françaises existant depuis plus de 2 ans et disposant de moins de 250 000 euros de ressources annuelles. L'enveloppe attribuée varie entre 2 000 euros et 15 000 euros par projet (jusqu'à 75% du budget total, hors valorisations et sur dépenses éligibles). ■

Deux sessions d'appel à projets permettent de recevoir les demandes de financement : la session de printemps, qui se clôture au 31 mars et la session d'automne, qui se clôture au 30 septembre.

Plus d'informations sur www.agencemicroprojets.org

RESACOOP organise deux séances d'information sur ce dispositif de financement : le 31 mai de 18h à 20h à Saint-Étienne et le 1^{er} juin de 9h30 à 12h30 à Clermont-Ferrand.

Plus d'informations sur www.resacoop.org.

BLOC-NOTES

Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

En cohérence avec les orientations de politique étrangère en France, l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse finance des actions de coopération internationale dans les domaines de l'alimentation en eau, l'assainissement, la lutte contre la pollution ou la préservation des ressources en eau. L'Agence soutient l'action extérieure des collectivités territoriales des bassins Rhône-Méditerranée et Corse, ou les projets portés par des associations françaises avec le cofinancement des collectivités de son bassin. L'Agence mobilise son expertise sur la gestion intégrée des ressources en eau ou pour l'adaptation au changement climatique, dans le cadre de coopérations institutionnelles, préférentiellement avec les états du bassin méditerranéen, Madagascar et le bassin du Mono au Togo/Bénin. Les collectivités qui n'ont pas encore de projet mais qui souhaitent se lancer dans des actions de solidarité internationale peuvent contacter l'Agence qui pourra proposer une offre

de projets et établir une mise en relation avec des partenaires d'accompagnement et de mise en œuvre. De la même façon, les associations ayant un projet et recherchant une collectivité partenaire peuvent se mettre en relation avec l'Agence.

Plus d'informations sur www.eaurmc.fr

La coopération Chambéry Ouahigouya en vidéo

L'association Chambéry Ouahigouya a réalisé en collaboration avec l'agence de communication Vas-y Paulette, un film d'une vingtaine de minutes sur le programme de coopération décentralisée à Ouahigouya et à Chambéry. À travers le témoignage des partenaires, cette vidéo retrace les actions menées au Nord comme au Sud avec pour enjeu un impact sur les deux territoires.

Vous pouvez accéder à ce film sur le site : www.chambery-ouahigouya.com ou sur la chaîne YouTube de l'association www.youtube.com/chamberyouahigouya.

Valenc'eau et Coop'Agglo

L'eau, un lien entre les populations ici et là-bas ? Depuis plusieurs années, Valence Romans Agglo et la Ville de Valence accompagnent leur coopération avec le Sénégal par des actions d'animation sur leurs territoires pour sensibiliser les habitants aux problématiques liées à l'eau et au développement durable. Ainsi, le partenariat avec la ville de Waoudé est devenu un vecteur d'ouverture de la population drômoise à l'international mais aussi un moyen de mieux connaître notre propre environnement. Un grand nombre d'acteurs (associations, écoles, maisons de quartier, médiathèque...) est mobilisé sur le territoire de Valence et de l'agglomération, en lien avec l'association Ados (lire édito p:1). De nombreuses actions sont ainsi réalisées chaque année en impliquant la population de l'agglomération : échanges scolaires avec le Sénégal, échanges intergénérationnels, Rencontres de l'eau, ateliers ludiques en médiathèque, fête des canaux... L'objectif est de permettre aux différents publics (jeunes, habitants) de s'approprier les différents enjeux liés à l'eau et de favoriser la découverte des réalités à l'échelle locale et internationale.

Plus d'informations sur www.valenceromansagglo.fr

La coopération décentralisée « Eau » financée par les budgets de l'eau



La loi 2005-95 du 9 février 2005 dite loi Oudin autorise les collectivités territoriales françaises, les établissements publics intercommunaux et les syndicats des eaux et/ou d'assainissement à mobiliser jusqu'à 1% de leur budget eau et assainissement pour financer des actions de coopération internationale dans ces secteurs (coopération décentralisée, d'aide d'urgence ou de solidarité internationale). L'application de la loi Oudin est simple : une décision de l'assemblée délibérante de la collectivité suffit ! Concrètement, les collectivités peuvent s'engager en soutenant un projet porté par une ONG, en s'associant à d'autres collectivités engagées dans une action au Sud ou en construisant et en pilotant un projet en direct en partenariat avec une collectivité territoriale du Sud. À noter que depuis 2014, une loi (LOP-DSI) calquée sur le même principe permet d'agir en termes de traitement des déchets. ■

Pour plus d'informations, visitez la page <https://www.pseau.org/fr/1pourcent>

RÉGIONAL

Fonds de Solidarité et de Développement Durable pour l'Eau / Métropole de Lyon



En apportant une aide financière pour développer les infrastructures d'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans des pays du Sud, le Fonds de solidarité et de développement durable pour l'eau vise à réduire de moitié la population n'ayant pas accès à l'eau dans le monde. Ce dispositif a été mis en place grâce à la Loi Oudin (lire encadré ci-dessus). L'éligibilité des porteurs de projet est réduite aux porteurs dont le siège est basé en France. Le Fonds eau est, aujourd'hui, financé par la Métropole de Lyon (350 000 EUR) et par Eau du Grand Lyon (350 000 EUR). L'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse intervient également dans ce dispositif en fonction de ses critères de financement.

Les projets peuvent être présentés par des ONG de solidarité internationale, dont le siège est situé en France (exception faite pour les territoires de coopération décentralisée de la Métropole de Lyon), en capacité de mener des projets de développement local. La participation minimum du Fonds eau sur un projet est fixée à 10 000 EUR. ■

Plus d'informations sur <http://www.economie.grandlyon.com/fonds-eau-solidarite-developpement-durable-lyon-86.html>

Appel à projets internationaux / Métropole de Lyon

La Ville de Lyon et la Métropole de Lyon ont décidé de renouveler pour 2018 un appel à projets commun dans le cadre de leur politique internationale. La deuxième phase de celui-ci sera ouverte le 2 avril 2018 aux associations, groupements d'intérêt public et établissements publics domiciliés ou ayant leur siège social sur le territoire de la Ville de Lyon et/ou de la Métropole de Lyon. Quatre thématiques sont ciblées : les projets favorisant les dynamiques d'internationalité*, les projets favorisant le développement et la promotion de la francophonie*, les projets favorisant le dialogue des cultures par l'éducation à la citoyenneté européenne et internationale* et les projets de solidarité internationale menés avec les territoires partenaires des deux collectivités sur la base d'échanges réciproques et solidaires, visant à favoriser le développement local et l'autonomie des populations bénéficiaires (hors projets assainissement et eau, traités indépendamment par le Fonds Eau, lire ci-dessus). ■

Date de clôture de dépôt des projets : 30 avril 2018.

Lors de l'ouverture de cette deuxième phase, les modalités de participation seront publiées sur www.resacoop.org Rubrique « Financer son projet » et sur le site www.grandlyon.com/metropole/vie-associative.html

* sur le territoire de la Ville de Lyon et de la Métropole de Lyon. En lien avec les territoires partenaires des deux collectivités pour les thématiques « francophonie » et « éducation à la citoyenneté européenne et internationale ».

Bioforce Dakar s'ouvre aux débutants

L'association Institut Bioforce forme désormais aussi des profils débutants dans son centre de formation de personnels humanitaires à Dakar (Sénégal). Pour se préparer aux métiers de la solidarité internationale, ce centre de Dakar proposait jusqu'ici uniquement des parcours de formation réservés aux candidats déjà expérimentés. À compter de 2018, les parcours de formation destinés aux profils débutants, et déjà proposés au centre de Vénissieux (69), seront mis en place à Dakar. L'Institut Bioforce, dont le siège est basé à Vénissieux, est soutenu dans ce projet notamment par la Région Auvergne-Rhône-Alpes et la Métropole de Lyon. L'objectif de ce centre, ouvert fin 2016 et qui propose régulièrement de nouvelles formations, est de renforcer en qualité et en quantité la capacité de réponse aux crises humanitaires en Afrique de l'Ouest.

Plus d'informations : institutbioforce.fr

Forum réfugiés-Cosi à Clermont et Aurillac

Le saviez-vous ? L'association Forum réfugiés-Cosi, membre du groupement d'intérêt public RESACOOOP, propose plusieurs fois par an des formations à Clermont-Ferrand, notamment sur l'accompagnement juridique des demandeurs d'asile (lire rubrique Formations page 2 et 3). En octobre dernier, Forum réfugiés-Cosi a ouvert un centre provisoire d'hébergement de réfugiés à Aurillac dans le Cantal. L'inauguration a été l'occasion de rassembler une diversité d'acteurs. Lors de l'inauguration, les associations Aurore et France Terre d'Asile ont témoigné de leurs actions en faveur des réfugiés dans le département, avec le soutien de nombreux partenaires secteurs de l'action sociale, du logement (dont les bailleurs Polygone et Logisens), de la formation et de l'emploi. Forum réfugiés-Cosi dispose d'une multitude d'autres services sur le territoire auvergnat comme par exemple : une plate-forme d'accueil des demandeurs d'asile à Clermont-Ferrand (63), deux Centres d'accueil pour

demandeurs d'asile à Saint-Eloy-les-Mines (63) et Montmarault (03), le programme régional d'intégration des réfugiés (03 et 63).

Plus d'informations sur www.forumrefugies.org

Deux nouveaux collectifs associatifs

Suite à l'arrêt des activités du CADR (Collectif des Associations de Développement en Rhône-Alpes), d'anciens membres ont lancé le Collectif « Initiatives Solidarité Internationale » en région Auvergne-Rhône-Alpes pour que perdure l'esprit solidaire du CADR. Vous pouvez contacter le collectif à l'adresse c.initiative@orange.fr. En juin 2017, dix associations du Puy de Dôme et de l'Allier ont créé le collectif Auvergne Solidarités Internationales (AuSI) qui a notamment pour objectif de fédérer les associations de solidarité internationale du territoire auvergnat et s'inscrit dans une démarche de collaboration avec RESACOOOP. AuSI a son siège à la Maison des associations à Clermont-Ferrand.

Pour plus d'informations : francois.anglade@acadil.fr

Rencontre avec l'Amérique latine

du 20 au 27 janvier à Clermont-Ferrand

Envie de voyager ? L'association Pachamama propose de nous faire partager les beautés de la culture amérindienne. La mise à l'honneur des indigènes du Chili sera l'occasion de découvrir que ceux-ci ne se limitent pas aux Mapuches, mais comptaient une douzaine de peuples autochtones avant la colonisation. Au programme : exposition de photographies, objets, costumes, reportage sur les peuples indigènes du pays, conférence, stage de cuisine, soirée latine... ■



Plus d'informations sur le site de l'association <http://pacha.mama.free.fr/actu.php>

Festival Ciné Bala

Jusqu'au 31 janvier à Chambéry

L'association Chambéry Ouahigouya, la Ville de Chambéry et l'Espace Malraux organisent la 3^{ème} édition du festival Ciné Bala. Cette année est placée sous le signe des cinémas d'Afrique au féminin : réalisatrices, actrices et personnages de femmes sont à l'honneur (I Am Not a Witch, Ouaga Girls, Frontières, L'Arbre sans fruit...). Nouveauté 2018: Ciné Bala investit l'usine Rubanox et la Salle Jean Renoir. À noter qu'en plus de la sélection de films proposée, le festival propose une plongée dans le vivant de la création africaine. Spectacles et concerts sont au programme avec Angélique Kidjo, Robin Orlyn, Germaine Acogny, Seydou Boro, Gregory Maqoma, sans oublier Soro Solo et le Bal de l'Afrique enchantée ! ■

Consulter la programmation du festival sur : www.espacemalraux-chambery.fr

Journées de l'Afrique

Du 31 mars au 6 avril à Clermont-Ferrand

Coordonné par la Confédération des Associations Africaines d'Auvergne (CAAF), cet événement réunit les associations africaines de Clermont-Ferrand afin de faire découvrir leurs actions et de promouvoir les différentes cultures d'Afrique. L'idée de créer un événement commun autour de l'Afrique est née en 2005, la Ville de Clermont-Ferrand entretenant depuis plusieurs années des relations étroites avec des collectivités en Afrique. Cinéma, conférences-débats, animations culturelles, rencontres sportives : le programme proposé permet à toutes les associations de participer et à plusieurs régions du continent africain d'être représentées. ■

Plus d'informations sur www.clermont-ferrand.fr
Geneva Health Forum

Geneva Health Forum

du 10 au 12 avril à Genève

Piloté par les Hôpitaux Universitaires de Genève, le Geneva Health Forum a pour ambition de devenir un événement incontournable pour confronter les questions de santé aux pratiques de terrain. Chaque édition développe une thématique propre pour stimuler l'intérêt et élargir son audience. En 2018, l'accent sera mis sur la santé globale de précision à l'ère digitale. Face aux nouveaux défis de santé globale comment la révolution digitale bouleversera-t-elle les pratiques et les interventions de santé publique pour plus de précision, de participation et d'efficience ? Différents temps d'échange (plénière, atelier, déjeuner, exposition...) permettront aux participants d'échanger. En collaboration avec RESACOOOP dont elle est membre, la Cité de la solidarité internationale a intégré le comité de programmation de cet événement. Objectif : jouer le rôle d'interface pour valoriser l'expertise et les savoir-faire des acteurs de solidarité présents en Auvergne-Rhône-Alpes et leurs actions en lien avec la thématique du Forum. ■

Inscriptions en ligne sur www.ghf2018.g2hp.net/fr/

Festival Cinémas du Sud

du 25 au 28 avril à Lyon

Organisée par la galerie Regard Sud, en partenariat avec l'Institut Lumière, la 18^{ème} édition du Festival Cinémas du Sud mettra à l'honneur des films - fictions et documentaires - des pays du Maghreb et du Moyen-Orient à travers une sélection tout aussi variée qu'exigeante. De nombreux réalisateurs, producteurs, acteurs et distributeurs seront présents afin de présenter leur film et de participer aux débats avec le public, échange et ouverture étant les fers de lance du Festival. Neuf films de cinéastes aux originaux divers (Algérie, Égypte, Liban, Maroc, Palestine, Syrie, Tunisie) seront présentés cette année. Qu'ils soient reconnus ou émergents, tous abordent des enjeux contemporains cruciaux sur un ton poétique, ironique, dramatique qui leur est propre. Notons que Regard Sud célèbre cette année ses 20 ans d'existence, en faveur de la promotion des artistes originaires de ces pays en plein bouleversement, dont les œuvres permettent de mieux comprendre leur situation géopolitique et pour un meilleur dialogue social dans cette période trouble. ■

Plus d'informations www.regardsud.com

Forum international pour le Bien vivre

du 6 au 8 juin à Grenoble

Le CCFD-Terre Solidaire* co-organise avec la Ville de Grenoble, Grenoble Alpes Métropole, l'Université Grenoble Alpes, et le Réseau FAIR**, le Forum international pour le Bien vivre. Ouvert à tous, cet événement constituera une scène pour croiser les regards entre recherche, action publique et société civile, mais aussi entre pays dits « du Sud » et « du Nord ». Partant du principe qu'il n'est plus possible de considérer la croissance économique comme seule boussole aux modèles de développement, le Forum rassemblera environ 300 personnes du monde entier pendant trois jours, avec pour objectif de repenser la mesure du bien-vivre ainsi que des notions de bonheur et de richesse(s), et de proposer, valoriser et/ou améliorer des indicateurs alternatifs. À noter que dans ce cadre, 20 jeunes (dont 5 Français) seront sélectionnés pour un projet « média citoyen ». Ils suivront une formation en ligne dès février avec une association italienne puis viendront à Grenoble en juin pour couvrir l'événement avec leurs regards en réalisant des articles et des productions médias. ■

* Comité catholique contre la faim et pour le développement-Terre Solidaire

** Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesses

Plus d'informations sur www.bienvivre2018.org

À suivre

Quinzaine de l'international
du 19 au 30 mars

Plus de 100 experts et 200 rencontres-événements dans toutes les CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes

Plus d'informations sur : www.quinzainedelinternational.fr



LIVRES

L'eau dans les pays en développement : retour d'expériences de gestion intégrée et participative avec des acteurs locaux



L'auteur Francis Rosillon a compilé dans cet ouvrage le fruit de 20 années de recherche et d'enseignement consacrées à la GIRE (Gestion Intégrée des Ressources en Eau) en Europe et dans les pays du Sud. Il a contribué à l'analyse de nouveaux modes de gestion de l'eau et a initié des expériences de gestion intégrée et participative dans plusieurs pays du Sud. Chaque chapitre correspond à l'étude d'un pays : l'accès à l'eau en milieu rural (Burkina Faso), l'eau

et la périurbanisation (République Démocratique du Congo, Cameroun), l'utilisation des eaux non conventionnelles (Algérie)... Ces expériences démontrent la diversité des situations et la nécessité de mettre en place des procédures adaptées aux réalités environnementales et socio-culturelles du pays concerné.

L'eau dans les pays en développement : retour d'expériences de gestion intégrée et participative avec des acteurs locaux, Francis Rosillon, Éditions Johanet, 2016, 415 p.

Plus d'informations sur www.editions-johanet.net

WEB

pS-Eau

Programme solidarité eau (pS-Eau) est un réseau de partenaires pour l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous dans les pays en développement. Son site Internet propose une multitude de ressources (guide, fiches de synthèse, publications axées sur un pays) sur différentes thématiques : gestion des eaux pluviales, pompage solaire, traitement de l'eau à domicile, déchets et assainissement... Dernières publications en date : une plaquette « Les services d'eau potable et d'assainissement face au changement climatique » et un guide « Les Objectifs de Développement Durable pour les services d'eau et d'assainissement ».

À télécharger gratuitement sur www.pseau.org

SAUVONS L'EAU!

Créée par la loi sur l'eau de 1964, l'Agence de l'eau est un établissement public de l'État, sous la tutelle du ministère de l'environnement. Elle a pour missions de contribuer à améliorer la gestion de l'eau, de lutter contre sa pollution et de protéger les milieux aquatiques. En cohérence avec les orientations de politique étrangère en France, l'Agence de l'eau mène des actions de coopération internationale dans les domaines de l'alimentation en eau, l'assainissement, la lutte contre la pollution ou la préservation des ressources en eau. L'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, dont le siège est situé à Lyon, édite le site Internet sauvonsleau.fr sur lequel vous trouverez une variété d'articles et de vidéos. À noter que l'Agence publie également un magazine papier « Sauvons l'eau ! » dont vous pouvez télécharger les précédentes éditions sur son site www.eaurmc.fr

www.sauvonsleau.fr et www.eaurmc.fr



Partage des eaux

Ce site de ressources et d'informations pour une gestion juste et durable de l'eau a été créé à l'initiative de Ritimo - Réseau d'information et de documentation sur le développement durable et la solidarité internationale - un réseau de centres de documentation et d'information présent dans toute la France. Il vise à constituer une plateforme indépendante d'information et de références sur la question de l'eau au niveau mondial sous tous ses aspects, dans une optique de justice, de démocratie et de soutenabilité.

www.partagedeseaux.info

EXPOSITIONS PÉDAGOGIQUES Co-EAU-pérons !

L'association ADOS (Ardèche Drôme Ourosogui Sénégal) met gratuitement à disposition sa nouvelle exposition pédagogique « Co-EAU-pérons » auprès des communes, établissements scolaires, médiathèques et associations locales intéressés. Son objectif ? Sensibiliser aux différentes façons d'utiliser et de gérer l'eau, ici et là-bas, et informer sur les actions menées par l'association autour de cette thématique. Développée sur la base des expériences des collectivités de Drôme Ardèche dans le domaine de l'eau et de l'assainissement au Sénégal, l'exposition se compose de 8 panneaux. Le parcours s'appuie sur l'illustration d'un village de la région de Matam au Nord-est du Sénégal et permet d'aborder différentes thématiques comme l'accès à l'eau, l'agriculture et la santé.

Pour plus d'informations, contactez directement l'ADOS sur : courrier@ados-senegal.org ou au 04 75 55 99 90

Agir pour l'accès à l'eau potable

Aujourd'hui encore, 1 personne sur 4 dans le monde consomme de l'eau non potable ; des milliers d'enfants, d'hommes et de femmes en meurent chaque jour. Cette situation ne peut laisser indifférent et doit tous nous interpeller. Cette exposition composée de kakémonos et réalisée par le Programme solidarité eau (pS-Eau) vise un public varié (professionnels, grand public, scolaires, associations, collectivités territoriales, etc). Elle invite à réfléchir aux raisons pour lesquelles il est urgent d'agir, elle donne des pistes et des conseils sur les actions à mener, illustre les dynamiques en cours et donne des exemples de partenaires avec qui travailler.

Exposition disponible auprès du pS-Eau en 11 kakémonos grand format de 85 x 200 cm ou en posters de 30 x 59 cm.

Contact : communication@pseau.org



FORMATIONS

- **Formation Le b.a.-ba de la communication à Grenoble** - le 9 mars de 9h30 à 17h et à Vichy courant mai
- **Séance d'information Comment intégrez des actions en faveur de l'eau dans votre projet de solidarité internationale ?** - le 8 mars de 9h30 à 13h à Lyon
- **Formation De l'élaboration d'un budget à la recherche de financement : comment être efficace ?** - le 16 mars de 9h30 à 17h à Lyon

D'autres formations, ateliers et séances d'information sont organisés par RESACOOP durant le premier semestre 2018. Découvrez notre programme complet sur

sur www.resacoop.org

rubrique «se former»

Partenariat

« 1% eau »

RESACOOP et l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse ont signé une convention de partenariat en 2017 dans l'objectif de développer la mobilisation des collectivités territoriales sur des projets d'eau et d'assainissement à travers le dispositif du « 1% eau » institué par la loi Oudin-Santini en 2006. Dans le cadre de ce partenariat, un espace spécialement dédié au domaine de l'eau et de l'assainissement dans les projets de coopération et de solidarité internationale verra prochainement le jour sur le site Internet de RESACOOP www.resacoop.org

Les membres du GIP

C'est officiel : le conseil d'administration du groupement d'intérêt public (GIP) RESACOOP comporte désormais 28 membres ! En étendant ses services à l'ensemble de la grande région Auvergne-Rhône-Alpes, RESACOOP accueille désormais parmi ses membres la Ville de Clermont-Ferrand, la Ville de Cusset, le Département de l'Allier et l'Université Clermont Auvergne.

Pour retrouver la liste complète des membres du GIP, rendez sur www.resacoop.org/membres

Équipe technique

Direction : Rose-Marie DI DONATO

Site Lyon :

Romain DESGRAND (animateur multimédia), Amélie DIAGNE REMINIAC (chargée de communication), Elsa MANDROYAN (assistante de projet, en service civique), Nicolas PONTIAC (chargé de mission), Julien PUISSANT (chargé de mission), Isabelle TAINÉ (assistante de direction, comptable)

Site Clermont-Ferrand :

Marie AIMARD (chargée de mission), Florine GARLOT (chargée de projet), Maxime GUIZOUARN (chargé de projet)

Frame Voice Report : c'est parti !

Depuis le 1^{er} décembre 2017, RESACOOP est investi, avec 5 autres partenaires européens*, dans un nouveau projet triennal financé par la Commission européenne.

Intitulée Frame Voice Report, cette initiative vise à renforcer l'engagement des citoyens européens pour les Objectifs de développement durable (ODD) qui ont été adoptés par l'ensemble des pays membres de l'ONU pour la période 2015-2030. Le principal levier d'action du projet sera le soutien financier à des petites et moyennes organisations issues de la société civile, n'ayant pas ou peu accès aux financements européens. Elles auront à proposer et réaliser des activités de sensibilisation et de communication auprès des habitants de leurs territoires pour partager avec eux les enjeux des ODD, plus particulièrement sur les thématiques du changement climatique, de l'égalité femmes-hommes et des migrations.

En région Auvergne-Rhône-Alpes, deux appels à projets seront lancés : en mars-avril 2018, puis en 2019. Environ 40 à 60 organisations pourront bénéficier de subventions, allant de 5 000 à 20 000 euros. Des formations thématiques et/ou méthodologiques seront organisées pour accompagner le travail des organisations lauréates qui bénéficieront aussi d'un « coaching » (entre pairs ou par un expert) afin de garantir la qualité de leur projet.

À noter que Frame Voice Report s'inscrit dans la continuité de plusieurs projets européens parmi lesquels DevReporter Network dont RESACOOP a été partenaire de 2013 à 2016 (plus d'informations sur www.resacoop.org > Rubrique « Projets européens »).

* CISU pour le Danemark, Kepa pour la Finlande, Wilde Ganzen pour les Pays-Bas et la Belgique flamande, Lafede.cat pour la Catalogne, COP pour le Piémont

Discorsi Migranti

Du 22 au 24 janvier 2018, se tient à Turin un premier séminaire international du projet Discorsi Migranti, auquel participent deux délégations d'acteurs : l'une d'Auvergne-Rhône-Alpes, l'autre de Catalogne. L'objectif du projet est de contribuer à améliorer les services d'intégration des ressortissants étrangers dans le Piémont en ce qui concerne l'accès au logement, à la santé et l'inclusion professionnelle, à travers notamment l'échange de pratiques avec des acteurs des deux autres régions européennes. Discorsi Migranti est porté par le Consortium des ONG du Piémont en partenariat avec RESACOOP - et plusieurs de ses membres -, la Fédération catalane d'ONG pour le Développement et SOS Racisme Catalunya. Le projet est financé par l'Union européenne et le Ministère de l'Intérieur italien, via le Fonds Asile, migration et intégration (FAMI).

Pour plus d'informations: www.migrazioncop.wordpress.com

Livret « Mobilité internationale : quelle plus-value pour l'employabilité des jeunes ? »

Quels changements peut-on constater chez un jeune après une expérience dans un pays du « Sud » ? Son regard et sa perception du monde ont-ils évolué ? Quelles nouvelles compétences a-t-il acquises ? En partant du constat qu'une expérience dans ces pays influence le parcours de vie au niveau personnel et professionnel, RESACOOP Auvergne-Rhône-Alpes et le Réseau Jeunesse et Solidarité Internationale en Rhône-Alpes (RJSI -RA), ont exploré la problématique de l'accès à l'emploi des jeunes de retour d'une mobilité solidaire. Ce livret permet d'éclairer les atouts d'une expérience en solidarité internationale dans le parcours professionnel d'un jeune et de s'interroger sur les modalités d'une meilleure valorisation auprès des employeurs.

Pour télécharger le livret : www.resacoop.org Rubrique « Ressources »



RESACOOP

10 place des archives - 69288 Lyon cedex 02 - Tél. 04 72 77 87 67 - mail@resacoop.org - www.resacoop.org
Comité de rédaction : Nicolas Pontiac, Elsa Mandroyan, Marie Aimard, Maxime Guizouarn, Florine Garlot - Romain Desgrand
Amélie Diagne Réminiac - Rose-Marie Di Donato - Julien Puissant - Isabelle Tainé - Marie-Christine Bivert.
Création & mise en page : Capcross - Impression : 106 Imprimerie - Imprimé en 3700 exemplaires - ISSN 1969-2579